



ENGAGÉ·ES **POUR** L'AVENIR DE « JEUNESSE ET SPORTS »



Première fédération syndicale à l'Éducation Nationale et deuxième dans la fonction publique d'État, la FSU tire sa force et son efficacité des liens qu'elle établit entre défense des droits des personnels et promotion de son projet de société, avec des propositions pour le sport et la jeunesse.

L'enjeu du vote FSU est d'importance pour rendre à « Jeunesse et Sports » ses lettres de noblesse et donner des perspectives de stabilité pour l'avenir. Avec la FSU, battons-nous pour redonner du sens à nos métiers et valoriser notre action au bénéfice de l'ensemble de la population.

Benoît Teste
Secrétaire général
de la FSU

Avec la FSU pour gagner :

SALAIRES

Les personnels de la Jeunesse et des Sports et de l'Éducation Nationale sont incontestablement mal payés. Les luttes ont contraint le gouvernement à augmenter la valeur du point d'indice de 3,5% en juillet et envisager des formes de revalorisations pour certains personnels. Pour la FSU, c'est très insuffisant. Nous exigeons une revalorisation générale des salaires par l'augmentation du traitement indiciaire de toutes et tous.

MÉTIERS

Ni vocation ni sacrifice, nos métiers doivent être reconnus, respectés et valorisés. La FSU revendique pour les personnels la reconnaissance de leur professionnalité, la fin des pressions managériales, des formations de qualité et l'amélioration de nos statuts. Nos métiers sont variés et complémentaires. Au Comité Social d'Administration (CSA) ministériel, les élu·es de la FSU représenteront et défendront tous ces métiers, sans exception, et les agent·es qui les exercent. La liste de nos candidat·es reflète d'ailleurs la complémentarité de nos métiers et missions.

EMPLOIS

La pandémie a mis en évidence le rôle protecteur des services publics. Il a aussi mis en exergue l'utilité des activités sportives, éducatives et de loisirs. Pour autant, les effectifs « Jeunesse et Sports » restent exangues (- 45 % en 10 ans !). Parce que tous les professionnels sont essentiels, la FSU revendique plus d'emplois dans les DRAJES et SDJES, à l'administration centrale, dans les CREPS et écoles nationales, à l'INSEP ainsi qu'auprès des fédérations.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Au fil des réformes et réorganisations, les conditions de travail se dégradent : alourdissement de la charge de travail, injonctions contradictoires, matériel insuffisant ou obsolète, formations indigentes, etc. La FSU lutte contre ces dégradations et porte des propositions pour redonner du sens à nos métiers. Ses élu·es défendent avec détermination la santé, la sécurité et les conditions de travail de toutes et tous.

Du 1^{er} au 8 décembre,

► **FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX** ◀

avec les syndicats de la FSU





DANS L'ADN DU SERVICE PUBLIC, IL Y A JEUNESSE ET SPORTS !

Sport et éducation populaire doivent se conjuguer au présent. Les élu.es et militant.es de la FSU travaillent à vos côtés et se mobilisent au quotidien pour défendre et valoriser l'action des personnels Jeunesse et Sports. Ils revendiquent un ministère d'intervention et se battent contre le transfert des missions Jeunesse et Sports à des agences. Pour la FSU, l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, c'est un ministère Jeunesse et Sports de plein exercice, avec des moyens renforcés, un-e ministre ayant la main sur ses crédits et ses personnels et pouvant s'appuyer sur une administration et une DRH qui lui soient propres.

Dans le CSA ministériel, qui est désormais consulté sur les règles statutaires, de mobilité et de déroulement de carrière, les politiques indemnitaires, l'égalité professionnelle femmes-hommes, l'organisation et le fonctionnement des services et des établissements, la gestion prévisionnelle des effectifs et des postes..., l'expérience des élu.es FSU est un atout incontestable pour porter les revendications favorables à tous les personnels.

Dans la Formation Spécialisée Santé Sécurité Conditions de Travail (FS-SSCT ex CHSCT), la FSU continuera à défendre l'amélioration des conditions de travail, la démocratie au travail, et le sens de nos métiers et du service public.

DIALOGUE SOCIAL : SE FAIRE ENTENDRE !

Nous siégeons au CSA ministériel et à la FS-SSCT pour faire reculer l'Administration lorsqu'elle promeut des dispositions délétères pour le service public et ses agent-es et nous ferons des propositions pour faire avancer nos statuts, nos droits et notre santé. Nous nous battons contre les clientélismes et militerons pour le respect des règles et pour l'égalité dans toutes ses dimensions, à l'intérieur comme à l'extérieur du service public de la Jeunesse et des Sports.

Jean, professeur de sport,
élu au CTM JS depuis 2018
et candidat au CSAM JS

CREPS : OÙ EST LA BOUSSOLE POUR LES ÉTABLISSEMENTS ?

Nous contestons une orientation de la formation qui fait la part belle au privé ! Il faut au contraire renforcer le rôle des établissements dans les diplômés d'État. Nous exigeons un Grenelle de la formation aux métiers de l'animation et du sport ! Il faut aussi redonner les moyens d'animation aux pôles ressources nationaux, stabiliser les pôles de haut niveau dans la durée et mieux intégrer les maisons régionales de la performance.

Pascal, conseiller haute
performance, CREPS Vichy

CTS : CAVALIER TOUT SEUL ?

Nous exigeons que les CTS soient reconnus et soutenus dans leur posture d'agents de l'État auprès des fédérations. Ils doivent pouvoir s'inscrire dans des réseaux professionnels élargis et pouvoir intégrer des collectifs de travail avec leurs collègues en services et établissements. Le nombre de cadres dans les fédérations les moins dotées doit être revu à la hausse, sans nuire aux autres fédérations. Nous refusons le chantage de la gestion de la pénurie !

Pascale, CTS équitation,
DRAJES PACA

SECRÉTAIRES ADMINISTRATIFS ET ITRF : DES MÉTIERS IMPORTANTES ?

Nous agissons pour une revalorisation des personnels administratifs et ITRF de Jeunesse et Sports. La revalorisation, il la faut pour toutes et tous ! Le processus de requalification des emplois à l'œuvre à l'Education Nationale doit aussi concerner les services Jeunesse et Sports. Nous agissons aussi pour améliorer les conditions de travail de nos collègues contractuel.les, administratifs et ITRF. À travail égal, salaire égal !

Benjamin, SAENES,
SDJES du Loir-et-Cher

JEPVA : UNE JEUNESSE SOUS LA TUTELLE DE L'ARMÉE ?

Les CEPI, recrutés pour leur diversité et leurs spécialités, distillent émancipation et transformation sociale. Nous militons pour qu'ils retrouvent les marges de manœuvre indispensables au pilotage de projets territoriaux adaptés, concertés et vivants. Les politiques JEP, actuellement mortifères, doivent faire sortir le SNU et le Plan Mercredi de leur logiciel et se recentrer. La jeunesse est une richesse, pas un problème, l'éducation populaire un levier, pas une menace.

Angélique, CEPI, CREPS
Rhône Alpes

CAS : ESCLAVES DE L'ANS ?

Avec l'empilement des missions, et l'effondrement des effectifs, plus de la moitié des services sont désormais sous la taille critique d'efficacité, générant frustration et souffrance au travail.

L'Agence Nationale du Sport (ANS), qui reste financée par les seuls crédits du ministère des sports, s'octroie scandaleusement le mérite du travail des personnels JS. La « nouvelle gouvernance du sport » produit une nouvelle bureaucratie qui épuise les agent.es des DRAJES et SDJES. Un seul mot d'ordre : recruter !

Gwénaëlle, CAS,
DRAJES Grand Est



ENGAGÉ-ES POUR
LE SERVICE PUBLIC



#FSU pour GAGNER